Accord improbable à Arusha entre protagonistes de la crise burundaise

PANA, 25 novembre 2017 Burundi : Etat des lieux Ã la veille dâ€™un ultime round des pourparlers inter-burundais de paix Bujumbura, Burundi - Des dissensions, des dÃ©sistements et la perte de confiance manifeste dans la mÃ©diation sous-rÃ©gionale sont certains des signes annonciateurs de la difficultÃ© Ã parvenir Ã un accord global de sortie dâ€™une crise politique de plus de trois ans lors du quatriÃ¨me et Â«dernier roundÂ» des pourparlers inter-burundais, prÃ©vu du 27 au 8 novembre prochain, Ã Arusha, en Tanzanie, de lâ€™avis gÃ©nÃ©ral des analystes Ã Bujumbura.

Le signe encourageant est que, pour la premiÃ¨re fois, les 120 personnalitÃ©s du pouvoir, de lâ€™opposition, des organisations de la sociÃ©tÃ© civile, des confessions religieuses, des jeunes, des femmes et des mÃ©dias vont rester ensemble pendant deux longues semaines Ã parler dâ€™une crise qui a fini par lasser tout le monde, Ã commencer par les parties burundaises, elles-mÃªmes, ainsi que la communautÃ© internationale, de maniÃ¨re gÃ©nÃ©rale, selon les analystes. Câ€™est lâ€™ancien chef de lâ€™Etat tanzanien, William Mâ€™Kapa, qui est aux commandes des laborieux pourparlers inter-de paix depuis 2016 et dont le bilan se rÃ©duit, pour le moment, Ã des consultations sÃ©parÃ©es, dâ€™un cÃ´tÃ© avec la mo prÃ©sidentielle, de l'autre avec lâ€™opposition, sans jamais rÃ©ussir une seule plÃ©niÃ¨re. A la veille de la nouvelle session, force est nÃ©anmoins de constater que les agendas des protagonistes de la crise burundaise sont toujours loin de sâ€™accorder, avec nÃ©anmoins un net avantage pour le pouvoir qui entend exiger que ce soit le dernier round Ã lâ€™extÃ©r quâ€™il porte essentiellement sur la "feuille de toute" des futures Ã©lections de 2020, les autres problÃ¨mes ayant dÃ©jÃ trouv des solutions internes, dit-on Ã Bujumbura. Le dialogue politique intÃ©rieur a dÃ©jÃ Ã©tÃ© clÃ´turÃ©, les rÃ©fugiÃ©s de la cr "rentrent en masse"Â et le pouvoir burundais doit cela Ã la paix, la sÃ©curitÃ© et au calme qui ont Ã©tÃ© rÃ©tablis sur lâ€™en du territoire national. Militairement, on reconnaÃ®t au pouvoir burundais d'avoir Ã©touffÃ© dans l'oeuf les multiples rÃ©bellions et dont la crÃ©dibilitÃ© fait douter la communautÃ© internationale. Politiquement, on assiste Ã des dissensions internes Ã l'opposition et qui font encore l'affaire du pouvoir burundais. Si, par contre, il subsiste de sÃ©rieuses difficultÃ©s Ã©conomiques et une crise humanitaire aiguÃ«, la faute est Ã la communautÃ© internationale qui a dÃ©cidÃ© Â« injustement A de geler les aides financiÃ¨res directes au dÃ©veloppement du Burundi, soutient-on toujours du cÃ´tÃ© du pouvoir Ã Bujumbura. Le Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™accord dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la rÃ©conciliation et lâ€™Etat de droit (Cnared, principale plate-forme de lâ€™opposition) parle nÃ©anmoins de Â« dÃ©ni dÃ©libÃ rÃ©alitÃ©sÂ» et menace de boycotter le prochain rendez-vous dâ€™Arusha, si certaines de ses conditions ne venaient pas Ã Ã satisfaites, notamment la sÃ©curitÃ© et la levÃ©e des mandats d'arrÃªt qui pÃ¨sent sur ses leaders en exil. Dans un communiquÃ©, cette coalition hÃ©tÃ©roclite parle dâ€™une Â«convocation Ã©trangeÂ» qui, par ailleurs, coÃ¯ncide avec lâ€™ Â« unilatÃ©rale Â» dâ€™une rÃ©union prÃ©paratoire qui Ã©tait prÃ©vue avec la Facilitation, les 18 et 19 novembre dernier. D cÃ´tÃ©, la plate-forme politique est contre lâ€™idÃ©e de rapatrier les pourparlers, ce qui serait synonyme, Ã ses yeux, de les confier au pouvoir burundais qui deviendrait Ã la fois Â«juge et partieÂ» au conflit. Dans le mÃªme communiquÃ©, le pouvoir est accusÃ© encore dâ€™avoir dÃ©crÃ©tÃ©, le 24 octobre dernier, Â« lâ€™enterrement de lâ€™Accord dâ€™Arusha pour la p rÃ©conciliation Â» et la mise en place dâ€™une nouvelle Constitution supposÃ©e garantir Ã lâ€™actuel chef de lâ€™Etat, Pier Nkurunziza, Â« une prÃ©sidence jusquâ€™au moins en 2034Â». Par la mÃªme occasion, lâ€™opposition demande Ã la comm internationale, notamment les Nations Unies, lâ€™Union europÃ©enne, lâ€™Union africaine, la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de ne pas cautionner Â«cette Ã©niÃ¨me descente aux enfersÂ» du Burundi. Aux bailleurs de fonds, le Cnared demande de Â«ne pas financer cette messe de requiem pour lâ€™Accord dâ€™Arusha Â» qui avait mis fin Ã la derniÃ¨re grande guerre civi codifiÃ© un meilleur partage du pouvoir entre Hutu et Tutsi, les deux principales ethnies antagonistes au Burundi, rappelle-t-on. La politique de la chaise vide nâ€™est toutefois pas du goÃ»t de tous les membres de la coalition, notamment le Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (Frodebu, ancien parti au pouvoir) qui a dÃ©jÃ fait savoir quâ€™il sera bel et bien au rendez-vous dâ€™Arusha. Aux derniÃ¨res nouvelles, on apprend que 18 organisations les plus reprÃ©sentatives de la sociÃ©tÃ© civile indÃ©pendante Â» comptent Ã©galement boycotter le prochain rendez-vous dâ€™Arusha, par peur pour leur sÃ©curitÃ©. Le p parole en exil de ces organisations, en mÃªme temps prÃ©sident du Â« Forum pour la renforcement des capacitÃ©s de la sociÃ©tÃ© civile Â» (Forsc), Vital Nshimirimana, est intervenu, samedi, dans les mÃ©dias internationaux pour, en outre, fustiger la Â« partialitÃ© Â» de la Facilitation sous-rÃ©gionale, Â« en faveur du pouvoir burundais Â». La sous-rÃ©gion avait encore braquÃ© la sociÃ©tÃ© civile et lâ€™opposition en condamnant une rÃ©cente dÃ©cision de la Cour pÃ©nale internationa de lancer des enquÃªtes sur de prÃ©sumÃ©s Â« crimes contre lâ€™humanitÃ© Â» Ã charge des acteurs Ã©tatiques dâ€™avr juillet 2017, pÃ©riode de la grave crise politique burundaise. La dÃ©cision de la CPI est de nature Ã compromettre les efforts dÃ©ployÃ©s par la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est, avaient estimÃ©, le 11 novembre dernier, les prÃ©sidents ougandais, Yoweri Museveni, et tanzanien, John Magufuli, les plus impliquÃ©s dans la recherche dâ€™une solution nÃ©gociÃ©e et pacifiq la crise burundaise, au niveau de la sous-rÃ©gion. La sous-rÃ©gion est encore ouvertement opposÃ©e aux sanctions de lâ€™Union europÃ©enne (UE) qui passe pour le principal partenaire technique et financier traditionnel du Burundi. Entre temps, le pouvoir burundais sâ€™est forgÃ© de nouvelles amitiÃ©s du cÃ´tÃ© de lEst et d'Asie, notamment les Russes, les Chi et les Turcs.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});